

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 4 mai 2010***

Nombre d'élus : 23  
En fonctions : 23  
Présents : 19

***Sous la présidence de M. STRAUB, Maire***

***Étaient présents:*** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER – CUSUMANO - FLORI - ANTOINE – DILLER – PATRICOLA  
M. PERRET - KAUFFER - VINCENT - OMINETTI - BRABLE - TISON Conseillers.

***Absents excusés:*** M. QUINIO → procuration à M. NICOLAY  
Mme ANDRE → procuration à M. DHIOS

***Absents :*** M. LORANG - CORTINA

***Date d'envoi de la convocation : 30 avril 2010***

*Secrétaire de séance : Madame FLORI*

### ***Ordre du Jour***

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 30 mars 2010
2. Microcrèche – Résultat de l'appel d'offres
3. Participation pour non réalisation d'aires de stationnement
4. PACTE 57 2009-2011 – Travaux de réfection des trottoirs rue de Moulins et rue de la Passerine.
5. Église Saint Quentin – Avenant à la convention
6. Achat d'un tracteur – Conditions de paiement
7. Contrat de maintenance du logiciel Microbib
8. Convention SAFER – étude foncière de la SAFER concernant les espaces naturels des coteaux et du site classé, secteur ouest du village
9. Création de 2 sentiers de promenade par le Club Vosgien
10. Animations estivales – Recrutement des animateurs occasionnels
11. remplacement du chauffage de l'église Saint Remi
12. Réfection du sol du tennis couvert – Lancement de l'appel d'offres
13. Vélo route – Décision à intervenir
14. Droit de préemption urbain
15. Jury Criminel 2011
16. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2010

Aucune autre observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 30 mars 2010 est approuvé.

## 2a) MICRO-CRÈCHE – RÉSULTAT DES APPELS D'OFFRES

**Rapporteur :** Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT fait part au Conseil des appels d'offres qui ont été effectués dans le cadre du projet de réalisation d'une micro crèche.

### Mission SPS

Estimation : 1 800 € HT soit 1.5 % du coût estimé des travaux prévus (120 K€). 5 bureaux ont répondu.

Nom	Montant HT	Montant TTC	
ACE BTP	645.75	772.32	0.54 %
DEKRA	1634	1 954.26	1.36 %
SOCOTEC	2 430	2 906.28	2.02 %
VERITAS	1 732.50	2072.07	1.44 %
QUALICONSULT Sécurité	2 016	2 411.14	1.68 %

La Commission d'appel d'offres propose de retenir ACE BTP moins disante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la Commission d'appel d'offres.
- **autorise** Monsieur le maire à signer le marché et avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

## 2b) MICRO-CRÈCHE – RÉSULTAT DES APPELS D'OFFRES

**Rapporteur :** Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT fait part au Conseil des appels d'offres qui ont été effectués dans le cadre du projet de réalisation d'une micro crèche.

### Contrôles techniques

Monsieur NAVROT précise que ce bureau aura pour charge de valider les phases d'étude, les documents en cours de projet ainsi que le suivi du chantier. Il ajoute qu'une mission complémentaire de diagnostic du plancher leur a été demandée ce qui explique que les offres sont au dessus de l'estimation.

Estimation : 1 800 € HT (1.5 % du coût estimé des travaux)

Critère de choix des offres : prix

Nom	Montant HT	Montant TTC	
VERITAS	2 700	3 229.20	2.25 %
DEKRA	2 800	3 348.80	2.33 %
SOCOTEC	3 700	4 425.20	3.08 %
QUALICONSULT Sécurité	3 730	4 461.08	3.10 %

La Commission d'appel d'offres propose de retenir après analyse VERITAS moins disante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la commission d'appel d'offres.
- **autorise** Monsieur le maire à signer le marché et avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

## 2c) MICRO-CRÈCHE – RÉSULTAT DES APPELS D'OFFRES

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Monsieur NAVROT fait part au Conseil des appels d'offres qui ont été effectués dans le cadre du projet de réalisation d'une micro crèche.

Concernant la maîtrise d'œuvre, Monsieur NAVROT précise que le choix de l'offre s'est fait après avoir établi des critères de jugement des offres :

- prix : 50 %
- Note méthodologique : 20 %
- Délai prestation : 20 %
- Planning général opération : 10 %

Toutes les offres reçues étaient conformes sauf celle remise par EX-AEQUO dans laquelle il manquait certaines pièces contractuelles du marché. Elle n'a donc pas été examinée.

Estimation 10 % du coût estimé des travaux (120 K€ + 30 K€ de mobilier)

<b>Nom</b>	<b>Montant HT</b>	<b>Montant TTC</b>	
VP et A Architecture	15 600	18 657.60	10.40 %
EOLE Ing/longchamp/Cecalor	19 200	22 963.20	12.80 %
HABERT	20 400	24 398.40	13.60 %
GOURDON/ITC Moselle	13 200	15 787.20	8.80 %

Après analyse des offres et suivant les critères énumérés ci-dessus, la commission d'appel d'offres propose de retenir le groupement GOURDON/ ITC Moselle, 1<sup>er</sup> selon le classement établi.

- Madame MAHIEU précise qu'elle trouve regrettable qu'il n'ait pas été retenu dans les critères de jugement des offres les références des architectes en matière de micro crèches.
- Monsieur NAVROT informe qu'on peut prendre en compte les références dans les critères de jugement d'après le code des marchés publics et qu'on ne peut écarter une entreprise sous prétexte qu'elle n'a pas d'expérience dans un domaine en particulier.
- Monsieur le Maire ajoute que le cabinet GOURDON est un cabinet renommé et expérimenté même si il n'a pas encore réalisé de projets de micro crèches.
- Madame MAHIEU n'est pas inquiète quant au projet sur le plan de la sécurité et de la réglementation à suivre dans le cadre d'une création de micro crèches car quelque soit le cabinet d'architecte, il saura l'appliquer mais sa réflexion était plutôt basée sur le fait que nous ne construisons pas un bâtiment neuf mais que nous restaurons un logement existant et qu'un bureau d'architecte expérimenté pourrait proposer quelque chose de plus adapté (volumes différents etc..) à l'accueil des petits.
- Monsieur le Maire précise que l'une des particularités des micro crèches est justement de s'adapter facilement dans les appartements existants. L'éventualité d'un retour à la destination antérieure doit d'ailleurs être possible.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la commission d'appel d'offres.
- **autorise** Monsieur le Maire à signer le marché et avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

### **3) PARTICIPATION POUR NON RÉALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLÉ rappelle à l'Assemblée qu'en date du 31 mars 2009, le Conseil Municipal avait décidé de fixer le montant de la taxe pour non réalisation d'une aire de stationnement sur le terrain d'assiette d'une construction ou dans son environnement immédiat à 10 000 € et décidé de revaloriser chaque année cette participation en fonction du dernier indice du coût de la construction connu.

Toutefois nous avons relevé le fait que Metz Métropole revalorise la participation au 1<sup>er</sup> novembre de chaque année alors que la décision du Conseil Municipal a été prise en mars.

Monsieur BRABLÉ précise que cette date est fixée par l'Article L332-7-1 du Code de l'Urbanisme :

*La participation pour non-réalisation d'aires de stationnement prévue par l'article L. 123-1-2 est fixée par le conseil municipal. Son montant ne peut excéder 12 195 euros par place de stationnement. Cette valeur, fixée à la date de promulgation de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, est modifiée au 1er novembre de chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.*

Au vu de ce qui précède, aucune délibération n'est à prendre ce soir.

### **4) PACTE 57 2009-2011 – TRAVAUX DE RÉFECTION DES TROTTOIRS RUE DE MOULINS ET RUE DE LA PASSERINE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée que la commune a adhéré par délibération du 29 mars 2009 au Programme d'Aide aux Communes et aux Territoires (PACTE) Aménagement pour la période 2009-2011. La dotation garantie s'élève à 192 082 €.

Il précise qu'un dossier a bénéficié, pour le moment d'une partie de cette dotation, à savoir, l'« Accessibilité du site départemental R. Schuman et Aménagement qualitatif de ses abords ». La commune avait décidé d'y affecter 85 % du montant de la dotation soit 163 000 €.

Il reste donc à affecter la somme de 29 082 € sur 3 dossiers maximum.

La réfection des trottoirs route de Moulins ainsi que rue de la Passerine s'avérant nécessaire, un devis a été demandé afin de connaître leurs coûts. La totalité des travaux s'élève à la somme de 6 300 € HT environ.

Monsieur NICOLAY propose d'affecter un montant de 4 400 € de sa dotation restante sur le projet.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de solliciter auprès du Conseil Général de la Moselle l'affectation d'un montant de 4 400 € de sa dotation garantie sur le projet de Réfection des trottoirs Route de Moulins et Rue de la Passerine.

Adopté à l'unanimité.

## 5) ÉGLISE SAINT QUENTIN – AVENANT À LA CONVENTION

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle qu'une convention de délégation de gestion de l'église Saint Quentin a été établie entre la commune et le Conseil Général. Ce dernier y a fait installer le chauffage depuis quelque temps sans consulter la Commune et sans l'en aviser. La Municipalité, au vu des factures d'électricité toujours plus élevées, a demandé au Conseil Général de prendre le compteur UEM à son nom.

Un projet d'avenant à la convention initiale a donc été rédigé par le Conseil Général, en ce sens.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **accepte** le projet d'avenant tel que rédigé.

❖ **autorise** le Maire à signer l'avenant définitif dès sa transmission par le Conseil Général

Adopté à l'unanimité.

## 6) ACHAT D'UN TRACTEUR – CONDITIONS DE PAIEMENT

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil que lors du vote du budget primitif, il avait été décidé l'acquisition d'un tracteur pour remplacer celui utilisé pour le salage et le déneigement qui a connu de nombreuses avaries techniques.

Deux offres ont été reçues : une de la société JARDILOR pour 51 000 € : tracteur 4 roues motrices John DEERE équipé d'une sableuse et d'une lame de déneigement, l'autre de la société ROCHA pour un tracteur CUBOTA de 60 000 € mais de qualité inférieure.

Il propose de retenir le tracteur 4 roues motrices de la marque John DEERE proposé par la société JARDILOR.

Deux possibilités de financement :

- 1- Paiement de la totalité en une fois.
- 2- Crédit réservé aux collectivités qui permet aux communes de payer l'achat sur 4 ans soit une annuité de 12 750 € par an.

M. NICOLAY précise que le précédent tracteur a été vendu 12 000 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **décide** de retenir l'offre de la société JARDILOR pour l'acquisition d'un tracteur John DEERE au prix de 51 000 €

➤ **accepte** l'offre de financement proposée : paiement sur 4 ans (12 750 € par an)

Adopté à l'unanimité.

## 7) CONTRAT DE MAINTENANCE DU LOGICIEL MICROBIB

**Rapporteur : Madame DILLER**

Mme DILLER informe le Conseil que chaque année, il convient de délibérer sur le renouvellement du contrat de maintenance du logiciel Microbib installé à la bibliothèque et couvrant la période du 1<sup>er</sup> juin 2010 au 1<sup>er</sup> juin 2011.

Le montant de la redevance est de 206 euros au lieu de 204 l'an passé.

Elle invite le Conseil à délibérer sur cette proposition.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de confier la maintenance du logiciel de la bibliothèque à la société Microbib pour la somme de 206 euros pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2010.

Adopté à l'unanimité.

**8) CONVENTION SAFER – ÉTUDE FONCIÈRE DE LA SAFER CONCERNANT LES ESPACES NATURELS DES COTEAUX ET DU SITE CLASSÉ – SECTEUR OUEST DU VILLAGE**

**Rapporteur : Madame PALUCCI**

Mme PALUCCI informe le Conseil municipal que, dans le cadre de la politique de revalorisation des espaces naturels en friche, il est important de recenser les propriétaires ainsi que tous les mouvements dans les zones qui se situent au nord de la route de Lessy (zone en site classé) et dans la zone 1 (zone des coteaux) afin de pouvoir engager les démarches pour la mise en place sur ces zones d'un PAEN.

La Commune ne possédant pas la logistique nécessaire pour un tel travail, il a été demandé à la SAFER un devis pour une étude de mobilité foncière sur les deux secteurs.

L'ensemble de ces deux zones concerne environ 300 propriétaires sur une surface proche de 63 hectares. La mission confiée à la SAFER s'articule autour de 2 axes :

**A** une enquête, après relevé de propriété, permettant de recueillir les intentions des propriétaires quant au devenir de leur bien.

Cette enquête sera assortie de rencontres individuelles entre la SAFER et la Commune pour les propriétaires qui le souhaitent

Les différentes réponses seront analysées et donneront lieu à une représentation cartographique rendant lisibles les positions de principe des propriétaires.

**B** une veille foncière qui permettra à la Commune d'être destinataire en temps réel des informations de vente (10 Euros HT pour chaque notification dans la zone 1- zone des coteaux en ZPPAUP). Il est rappelé que cette veille foncière est inutile dans la zone 2 - site classé puisque la Commune est informée des ventes afin d'utiliser le cas échéant, son droit de préemption.

**Le montant de cette étude (a) est de : 8 682,96 euros (TTC) pour la zone 1, de 12 997,53 euros pour les deux zones.**

Elle rappelle que cette étude constitue la base du projet général de mise en place d'un PAEN (périmètre agricole et des espaces naturels) en partenariat avec le Conseil Général.

En effet, l'aide du Département et de la SAFER viendra après la mise en place du PAEN, soit par une participation du Département si la commune se porte acquéreur d'un terrain, soit par l'achat des terrains en vente directement par la SAFER ou le Département qui pourront faire usage de leur droit de préemption.

❖ Monsieur NICOLAY précise que même si cette étude représente une somme considérable, il est indispensable qu'elle soit faite afin de progresser de façon significative sur le dossier de protection des zones naturelles et d'avoir un projet concret sur ces zones. C'est en fait un investissement pour l'avenir et non une dépense sans fondement.

❖ Monsieur le Maire précise qu'il éprouve souvent quelques réticences à l'égard de toutes études. Dans le cas particulier, il s'agit, à priori, d'une « entreprise » sans but lucratif. L'intérêt de cette étude réside moins dans son aspect statistique que dans les propositions d'aménagement qui sont attendues de la part de la SAFER.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- décide de lancer l'étude proposée par la SAFER sur les deux zones soit pour la somme de 12 997.53 €.

Adopté à l'unanimité.

## 9) CRÉATION DE DEUX SENTIERS DE PROMENADE PAR LE CLUB VOSGIEN

**Rapporteur : Madame PALUCCI**

Madame PALUCCI rappelle qu'il avait été décidé de procéder à la création de deux sentiers « promenade-randonnée » sur le ban communal. Pour ce faire, il a été confié au Club Vosgien la création et le balisage de ceux-ci. Un premier sentier intitulé : Promenade circulaire « Robert Schuman » fera 7,5 km et un second intitulé : Promenade circulaire « Tour du Mont Saint Quentin » fera 5,5 km.

Le Club Vosgien a fait parvenir un devis d'un montant de 411 € comprenant le balisage dans les deux sens des sentiers ainsi que la confection et la pose de 5 panneaux directionnels. Les plaquettes, flèches, taquets, clous et signes seront offerts. Le Club Vosgien assurera également pendant une année à compter de la date de réception des travaux, l'entretien et la vérification des circuits balisés.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **décide** de confier les travaux au Club Vosgien tels que précisés dans le devis.

Adopté à l'unanimité.

## 10) ANIMATIONS ESTIVALES – RECRUTEMENT DES ANIMATEURS OCCASIONNELS

**Rapporteur : Madame GAUGIN**

Comme chaque année, Mme GAUGIN demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer sur la rémunération des animateurs recrutés sous contrat d'engagement éducatif pour la période estivale. Elle propose de reconduire les sommes votées l'an passé.

Les horaires de travail sont les suivantes :

- 9 h à 17 h soit 8 h/j Lundi, mardi, mercredi et jeudi
- 9 h à 20 h le vendredi (réunion de fin de semaine)

### **Animateur BAFA**

50 € brut/j (réunion du vendredi soir comprise)  
 Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j  
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
 Indemnité pour la journée de préparation : 50 € brut/j  
 Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

### **Stagiaire BAFA**

40 € brut/j (réunion du vendredi soir comprise)  
 Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j  
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
 Indemnité pour la journée de préparation : 40 € brut/j  
 Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

### **Sans diplôme BAFA**

30 € brut/j (réunion du vendredi soir comprise)  
 Indemnité de camping extérieur : 25 € brut/j  
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15 € brut/j  
 Indemnité pour la journée de préparation : 30 € brut/j  
 Indemnité diplôme de secourisme : 3 € brut/j

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de reconduire les rémunérations comme énumérées ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### 11) REMPLACEMENT DU CHAUFFAGE DE L'EGLISE SAINT REMI

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Le remplacement de l'installation du chauffage de l'église Saint Remi s'avère nécessaire. Le Conseil de Fabrique a demandé par courrier à la commune de bien vouloir accepter la maîtrise d'ouvrage de ces travaux et de les prendre en charge, les crédits à disposition du Conseil de Fabrique ne pouvant couvrir ces travaux car ils sont destinés, en grande partie, aux frais de fonctionnement de la paroisse jusqu'à la quête annuelle de fin d'année.

M. le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur la prise en charge de ces travaux et d'accepter d'en être le Maître d'ouvrage. Il précise que le montant HT estimé des travaux est de l'ordre de 38 500 €.

Il précise qu'une subvention peut être attribuée à la commune par le Conseil Général à hauteur de 20 % du montant HT des travaux. Il est important de déposer un dossier complet rapidement afin de pouvoir commencer les travaux cette année.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** la maîtrise d'ouvrage pour les travaux de réfection du chauffage de l'église Saint Remi.
- **sollicite** du Conseil général une subvention au titre du PACTE Patrimoine.
- **décide** de lancer un appel d'offres dans le cadre de ces travaux.

Adopté à l'unanimité.

### 12) REFECTION DU SOL DU TENNIS COUVERT – LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'assemblée qu'il avait été décidé l'an passé de procéder à la réfection du revêtement du court couvert de tennis extrêmement vétuste.

Plusieurs dossiers de demandes de subvention ont été déposés : Conseil Général, Direction départementale de la cohésion sociale, Conseil régional. En ce qui concerne cette dernière demande, le dossier n'a pas été retenu.

Nous sommes en attente d'une réponse pour les deux autres dossiers. Si l'attribution semble assurée, le montant n'a pas encore été défini.

Toutefois, M. NICOLAY propose de lancer un appel d'offres dès maintenant afin de pouvoir entreprendre les travaux éventuellement pendant l'été lorsque les tournois seront terminés et avant qu'ils ne recommencent.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ **décide** de lancer un appel d'offre concernant les travaux de réfection du revêtement de sol du court de tennis couvert.

Adopté à l'unanimité.

### 13) VELO ROUTE – DECISION A INTERVENIR

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

M. NAVROT informe le Conseil que les travaux d'étude sont terminés. Les travaux de réalisation de la vélo route avaient été estimés dans la phase d'avant projet à 606 000 € TTC et qu'ils sont de 620 000 € à la phase projet pour l'ensemble des communes de Ban st Martin, Longeville les Metz et Scy-Chazelles.



Toutefois, les exigences de la SNCF et de Réseau Ferré de France qui imposent des dispositifs de sécurité à prévoir le long des voies sur Ban Saint Martin et Longeville les Metz devraient alourdir la facture finale pour ces deux communes.

Une réunion a eu lieu le 7 avril dernier afin de faire le point avec les mairies des 3 communes, les services SNCF et RFF, Metz Métropole.

Le bureau d'étude a intégré les contraintes de protections des voies ferrées au projet et proposé trois variantes :

Exigences maximum : 140 000 €

Exigences moyennes : 117 000 €

Exigences revues à la baisse : 86 000 €

SNCF et RFF exigent le niveau maximum de sécurité. M. NAVROT précise que la vélo route passant sur leur terrain à certains endroits, leur accord ne sera obtenu qu'en acceptant les protections maximum demandées.

De plus, cela entraîne une responsabilité supplémentaire de ces communes sur le plan de la sécurité et de l'entretien car SNCF et RFF dégagent toute responsabilité en cas d'accident.

Cela remet en question le projet car les deux communes concernées voient leur budget augmenté même si la SNCF et RFF participeront à hauteur de 20 %.

Répartition des coûts estimés :

Scy-Chazelles : 287 000 € TTC

Longeville les Metz : 162 000 € TTC

Ban St Martin : 170 000 € TTC

} + 140 000 €

Vu les circonstances, le SIVO demande aux communes de bien vouloir se prononcer sur la poursuite du projet.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **décide** de poursuivre le projet sous réserve, bien sûr, de l'obtention des subventions encore attendues (45% du FEDER) et déplore très fortement l'attitude de SNCF et RFF qui profitent des travaux de la vélo route pour sécuriser une partie de leur réseau (qui ne l'est pas actuellement) aux frais des collectivités.

Adopté à l'unanimité.

#### 14) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ informe le Conseil qu'il n'a pas été fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 3 n°137	10 rue de la Chene au
Terrain bâti	section 10 n°41	6 rue de la Prairie

Terrain non bâti	section 9 n°441/93	En Prille
Terrain non bâti	section 9 n°438/93	En Prille

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

#### 15) JURY CRIMINEL 2011

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Comme chaque année, il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du jury criminel pour l'année 2011.

Monsieur GRANERO Paul	17 rue de la Prairie
Monsieur CAILLARD Laurent	22 Voie de la Liberté
Madame BECKER Guilaine	10 rue du Saint Quentin
Madame LANG Danielle	90 Voie de la Liberté
Madame COPPÉ Anne-Marie	7 rue de l'Etang
Monsieur HAGEN Paul	1B rue du Baoeton

<b>16) DIVERS</b>
-------------------

**a) Association des Jardins Familiaux**

Mme PALUCCI informe le Conseil que l'assemblée constitutive a eu lieu le 28 avril dernier. Elle se compose de 20 jardiniers dont 4 extérieurs et le Centre départemental de l'Enfance. L'adhésion est de 20 € et pour cette première année, elle a été élue Présidente.

**b) Terrain MITTERLÉ**

M. le Maire informe l'Assemblée qu'il a reçu Monsieur MITTERLÉ afin de discuter de l'acquisition par la commune d'une petite partie de son terrain rue du Saint Quentin afin de réaliser un parking. Après négociation, la commune a fait une offre à 3 000 €/are. On est en attente d'une réponse.

**c) Transport « scolaire »**

M. le Maire rappelle que la commune avait décidé par délibération de septembre 2009 de participer pour l'année scolaire 2009-2010 à hauteur de 75 % aux frais de trajet des écoliers de Scy Haut qui se rendent aux écoles communales du bas du village.

Il rappelle également qu'un courrier de la Préfecture a fait suite à cette délibération nous précisant que cela était illégal. Après explication, Monsieur le Maire a obtenu d'appliquer la délibération exceptionnellement pour l'année 2009/2010 sans pouvoir la reconduire ultérieurement. Un courrier a été fait en ce sens aux parents concernés pour expliquer la situation. Monsieur le Maire les a reçus juste avant le Conseil.

SCY-CHAZELLES, le 7 mai 2010

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB